NATIXIS

Attestation relative au dispositif de Sécurité financière de Natixis

Natixis SA est une banque de financement, de gestion et de services financiers dont le siège est situé à Paris, France.

Natixis SA, ses succursales ainsi que ses filiales sont assujetties et se conforment aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

La lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme, la fraude et la corruption ainsi que le respect des mesures de sanctions internationales constituent des éléments clefs du dispositif de conformité de Natixis.

Le dispositif de Sécurité financière de Natixis, en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, de respect de sanctions, de lutte contre la corruption, est composé notamment des éléments suivants :

- Un dispositif adapté à la structure et aux activités de Natixis, conformément aux standards français, européens et internationaux ;
- Une connaissance approfondie et actualisée de la relation d'affaires ;
- Une approche par les risques permettant une classification des clients en fonction des risques identifiés ;
- La transmission en interne des doutes et des soupçons auprès du département habilité à procéder aux déclarations de soupçon auprès des autorités compétentes ;
- Le criblage des bases clients et le filtrage en temps réel des transactions, pour assurer le respect des lois applicables ;
- Le contrôle permanent et le contrôle périodique du dispositif de sécurité financière ;
- L'archivage et le maintien de la piste d'audit ;
- Un dispositif d'information et de formation des collaborateurs.

Natixis SA est sous la supervision et le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR »).

Le questionnaire Wolfsberg Financial Crime Compliance complété par Natixis SA est disponible à l'adresse suivante : https://natixis.groupebpce.com/natixis/fr/questionnaire-financial-crime-compliance-du-groupe-wolfsberg-rpaz5_115174.html

Paris, 21 juillet 2022

Guillaume LOEUILLE
Directeur de la Compliance